

ASSOCIATION CAP A CITE

Siège Social : 3, Rue de Rome
93 110 ROSNY-SOUS-BOIS

SIREN : 849 815 816
APE : 9499Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION CAP A CITE

Siège Social : 3, Rue de Rome
93 110 ROSNY-SOUS-BOIS

SIREN : 849 815 816

APE : 9499Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CAP A CITE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits significatifs de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant les conséquences du non-respect des obligations administratives liés à la subvention Est Ensemble.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié que les traitements comptables des fonds dédiés, sont conformes aux dispositions du règlement ANC 2018-06 et du règlement 2019-04 et ont été correctement appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration le 22 avril 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit, en outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations

ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-Bois le 16 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES
Représenté par,

Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de Franck
NACCACHE (+33637777410)
Date : 16/06/2025 18:43:17
Signé avec le mot de passe à
usage unique envoyé par SMS :
290597

Franck NACCACHE
Commissaire aux comptes

Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de
Sandrine ROZIERES
(+33603126682)
Date : 16/06/2025 19:01:19
Signé avec le mot de passe à
usage unique envoyé par SMS :
616838

Sandrine ROZIERES
Directrice de mission, Associée



COMPTES ANNUELS



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	1 500	1 500		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	1 680	1 680		
	Autres immobilisations corporelles	440 152	286 278	153 874	106 687
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	53 372		53 372	51 780
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	10 465		10 465	10 465
	TOTAL (I)	507 169	289 458	217 711	168 932
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	16 340		16 340	
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	89 708		89 708	249 855
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 228 225		1 228 225	657 000
	DISPONIBILITES	410 735		410 735	715 713
	Charges constatées d'avance	46 239		46 239	24 594
	TOTAL (II)	1 791 247		1 791 247	1 647 163
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	2 298 416	289 458	2 008 958	1 816 094
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			10 465	10 465
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	40 310	40 310
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	30 490	30 490
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	168 790	168 790
	Réserves pour projet de l'entité	36 053	36 053
	Autres	24 737	24 737
	Report à nouveau	532 719	93 582
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs		
	Excédent ou déficit de l'exercice	165 233	439 137
	Total des fonds propres (situation nette)	998 331	833 099
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	345 279	341 443
	Total des autres fonds propres	345 279	341 443
	Total des fonds propres	1 343 610	1 174 542
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	62 608	85 247
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés	62 608	85 247
Provisions	Provisions pour risques	141 682	154 882
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	141 682	154 882
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		220
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 611	34 765
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	354 698	332 390
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	39 749	34 049
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	461 059	401 425
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	2 008 958	1 816 094
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	165 232,50	439 136,74
	(1) Dont à moins d'un an	461 059	401 425
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		220

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	1 362	
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	10 790	
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 244 714	2 627 962
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	33 940	33 940
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	13 200	124 850
	Utilisations des fonds dédiés	22 639	42 001
	Autres produits	15 815	31 694
	Total des produits d'exploitation	2 342 460	2 860 447
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	429 786	429 869
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	115 152	167 845
	Salaires et traitements	1 130 924	1 197 998
	Charges sociales	475 741	507 800
	Dotation aux amortissements et dépréciations	27 652	22 251
	Dotation aux provisions		13 200
	Reports en fonds dédiés		548
	Autres charges	2 568	54 952
	Total des charges d'exploitation	2 181 823	2 394 464
RESULTAT D'EXPLOITATION		160 637	465 984

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		160 637	465 984
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 101	3 386
	Total des produits financiers	4 101	3 386
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		4 101	3 386
RESULTAT COURANT avant impôts		164 738	469 370
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 016	8 002 10 500
	Total des produits exceptionnels	5 016	18 502
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	421 3 836	33 751 14 806
	Total des charges exceptionnelles	4 257	48 557
RESULTAT EXCEPTIONNEL		759	(30 055)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		265	178
TOTAL DES PRODUITS		2 351 577	2 882 336
TOTAL DES CHARGES		2 186 345	2 443 199
EXCEDENT ou DEFICIT		165 233	439 137
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/12/2024

ANNEXE COMPTABLE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 008 958** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 351 577** euros et un total **charges** de **2 186 345** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **165 233** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE :

- L'association a obtenu une subvention Est Ensemble de 88 000 euros le 21/01/2022 et perçu un acompte de 52 800 euros le 08/03/2022. La convention de subvention prévoit d'établir un bilan financier de l'action à fournir au plus tard dans les 6 mois de la clôture de l'exercice. Du fait de difficultés à rendre compte précisément des actions menées et à établir ce bilan financier, une provision avait été comptabilisée dans les comptes de l'exercice 2023 à hauteur de 13 200 euros. Du fait de dépenses inférieures à ce qui était prévu dans la convention, l'association a comptabilisé une charge de dotation fonds dédié pour un montant de 548 euros en 2023, venant ainsi compléter celle déjà constituée en 2022 pour 15 859 euros. Le fonds dédié ainsi constitué s'élève à 16 407 euros au 31/12/2023. Au cours de l'exercice 2024, il a été constaté que le solde de cette subvention ne serait pas perçu. Aussi, il a été décidé de reprendre le fonds dédié constitué en 2023, à hauteur de 16 407 euros, de comptabiliser en perte le solde de la subvention à recevoir pour un montant de 35 200 euros et de reprendre la provision pour risque de non recouvrement en produit à hauteur de 13 200 euros ; il ressort de ces écritures un impact sur le résultat de - 5 593 euros (gestion libre).

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE :

Néant

REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'ensemble des subventions allouées à l'Association concernent des subventions de fonctionnement liées à l'exploitation normale de l'Association. Ces subventions sont comptabilisées dans des comptes propres à chaque financeur, par l'utilisation de la subdivision 74 "Subventions d'exploitation". En fonction des dépenses engagées durant l'exercice, il est neutralisé lors de l'inventaire des comptes une partie de ces subventions par le biais d'un produit constaté d'avance ou par le biais de fonds dédiés (neutralisation des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, et qui n'ont pu encore être utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard).

Dans le cas où les dépenses subventionnables ne seraient pas atteintes, une provision pour risque de reversement peut être comptabilisée.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

> L'objet social de l'entité :

L'association a pour objet l'la réalisation d'actions de prévention spécialisée auprès des jeunes en difficulté avec pour mission de lutter contre l'exclusion engendrée par les mutations économiques et sociales et les ruptures qui en découlent.

> Nature et périmètre des activités :

L'association intervient en Ile de France et particulièrement en Seine Saint Denis.

> Moyens mis en oeuvre :

Elle réalise son objet social par l'embauche de personnels salariés et de bénévoles et en engageant des dépenses directement en lien avec ses activités (dépenses alimentaires, déplacements etc).

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Le règlement n°2018-06 de l'ANC a été appliqué pour la première fois à l'exercice clos le 31/12/2020, conformément à la nouvelle réglementation comptable en vigueur.

Cette nouvelle présentation s'est poursuivie sur l'exercice selon les mêmes principes.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements :

Les durées d'amortissements appliquées sont les suivantes :

Frais d'établissement	5 à 10 ans
Constructions	10 à 50 ans
Matériel et outillage	5 à 15 ans
Matériel roulant	5 ans
Agencements et aménagements	5 à 20 ans
Matériels informatiques	3 ans

Immobilisations financières :

Les titres immobilisés sont constitués de parts sociales de banques.

Valeurs mobilières de placements :

La valeur brute est constituée par le cout d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Provisions réglementées :

- Provision couverture de BFR : 14 238 euros
- Provison réglementée investissement : 66 101 euros

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Provision réglementée plus values actif immobilisé : 255 689 euros
- Provision réglementée plus values actif circulant : 9 251 euros

Provisions pour charges :

Elles sont constituées avec l'accord de l'Autorité de contrôle de la tarification, en vue du financement de charges d'exploitation.

Fonds dédiés :

Cf tableau infra

L'association déroge aux principes de constitution / reprise des fonds dédiés.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés.

L'article 20 de la loi n° 2006-586 du 26 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif précise que les associations dont le budget est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'état ou d'une collectivité territoriale dont le budget est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Il est précisé que les administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantage en

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

nature.

Le montant des rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ne peut faire l'objet d'une communication dans la mesure où cela reviendrait à donner une rémunération individuelle.

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

L'association n'a pas procédé au calcul de la provision pour indemnités retraite.

A la date de la clôture,

- La provision comptabilisée au passif du bilan s'établit à un montant de 141 681 euros. Le montant déjà provisionné couvre l'engagement.

Effectifs :

30,60 équivalents temps plein au cours de l'exercice clos le 31/12/2024 (55 712 heures de travail).

Honoraires du commissaire aux comptes :

Montant comptabilisé = 9 932 euros TTC au titre de la mission légale

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	1 500				1 500
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 500				1 500

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 680				1 680
	Instal., agencement, aménagement divers	87 509				87 509
	Matériel de transport	217 860		74 367		292 228
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	59 943		472		60 416
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations grévées de droits					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	366 992		74 840		441 832

BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
--	--	--	--	--	--	--

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés	51 780		1 592		53 372
	Prêts et autres immobilisations financières	10 465				10 465
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	62 245		1 592		63 837

TOTAL	430 737		76 432			507 169
-------	---------	--	--------	--	--	---------

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	1 500			1 500
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 500			1 500
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 680			1 680
	Autres instal., agencement, aménagement divers	40 261	9 238		49 498
	Matériel de transport	165 177	14 867		180 045
	Matériel de bureau, mobilier	53 187	3 547		56 735
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	260 305	27 652		287 958
TOTAL		261 805	27 652		289 458

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	341 443	3 836		345 279
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	341 443	3 836		345 279
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités	141 682			141 682
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	13 200		13 200	
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	154 882		13 200	141 682
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		496 324	3 836	13 200	486 960
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			3 836	13 200	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES				
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	10 465	10 465	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	16 340	16 340	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 724	2 724	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	35 716	35 716	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	14 290	14 290	
	Divers	36 080	36 080	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	899	899	
	Charges constatées d'avance	46 239	46 239	
TOTAL DES CREANCES		162 753	162 753	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/12/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES				
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine			
	Emprunts et dettes financières divers			
	Fournisseurs et comptes rattachés	66 611	66 611	
	Dettes des legs ou donations			
	Personnel et comptes rattachés	133 173	133 173	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	183 880	183 880	
	Impôts sur les bénéfices	266	266	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	37 380	37 380	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Autres dettes	39 749	39 749	
	Dette représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance			
TOTAL DES DETTES		461 059	461 059	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		70 785
Autres créances clients <i>CLIENTS - FACTURES A ETABLIR</i>	356	356
Autres créances <i>PRODUITS A RECEVOIR</i> <i>SUBVENTIONS D'EXPLOIT A RECEVOIR</i>	34 349 36 080	70 429

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		216 289
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FACTURES NON PARV.</i>	<i>10 000</i>	10 000
Dettes fiscales et sociales <i>DETTES PROVISIONNEES POUR CONG</i> <i>CHARGES SOCIALES SUR CONGES A PAYER</i> <i>AUTRES CHARGES A PAYER</i> <i>CHARGES A PAYER</i>	<i>117 054</i> <i>55 170</i> <i>1 285</i> <i>27 080</i>	200 589
Autres dettes <i>AVOIRS A ETABLIR</i>	<i>5 700</i>	5 700

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			46 239
Locations copieur	01/01/2025 31/03/2025	1 887	
Assurance MAIF	01/01/2025 31/12/2025	25 410	
Locations et ch locatives Centurion	01/01/2025 31/03/2025	18 822	
Cotisation Culture du coeur	01/01/2025 31/12/2025	120	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			46 239

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des produits exceptionnels		5 016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPE</i>	5 016	5 016
Total des charges exceptionnelles		4 257
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>PENALITES, AMENDES FISCALES ET</i>	421	421
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions <i>DOTAT. PROV REGLEM. RESERVES +V ACTIF CIRCUL</i>	3 836	3 836
Résultat exceptionnel		759

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	40 310				40 310
Fonds propres avec droit de reprise	30 490				30 490
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves	168 790				168 790
Autres réserves	36 053				36 053
Report à nouveau	24 737	439 137	(439 137)		24 737
Excédent ou déficit de l'exercice	439 137	(439 137)	165 233		165 233
Situation nette	833 099		(273 904)		998 331
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	341 443		3 836		345 279
TOTAL	1 174 542		(270 068)		1 343 610

En raison de limites techniques, le tableau ci-dessus ne présente pas le report à nouveaux sous gestion contrôlée qui se présentent comme suit :

- > Résultat administratif sous controle CD93 année 2021 : 130 330 euros
- > Résultat administratif sous controle CD93 année 2022 : 242 133 euros
- > Résultat administratif sous controle CD93 année 2023 : 439 137 euros

Le montant total se décompose comme suit pour les 3 rubriques suivantes :

- > Report à nouveau dont les RAN sous controle de tiers financeurs = 532 719 euros
- > Réserves sous controle de tiers financeurs = 166 013 euros
- > Résultat sous controle de tiers financeurs = 440 141 euros

Etat exprimé en **euros**

Etat exprimé en euros	Fds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembours- ements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Fonds ded aut tarif ESMS / exploitation	68 840		6 232			62 608	
Fonds ded contr fin. autres organis	16 407		16 407				
Contributions financières d’autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	85 247		22 639			62 608	

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		

Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Personnel bénévole		
L'association n'a pas eu la possibilité matérielle, pour l'exercice clos, de suivre et ainsi de déterminer les contributions volontaires		
Total		

Tableau de passage du résultat comptable au résultat du compte administratif

	Total	Gestion contrôlée	Gestion libre				
Résultat comptable (a)	165 233	170 826	(5 593)				
Reprise résultats sous contrôle tiers financeurs (b)	+ 242 133 - -	+ 242 133 - -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -
Résultat économique (c = a + b)	407 366	412 959	(5 593)				
Dépenses non opposables aux tiers financeurs (d)	+ 27 182 -	+ 27 182 -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -
Produits non opposables aux tiers financeurs (e)	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -
Résultat du compte administratif (f = c + d + e)	434 548	440 141	(5 593)				

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Etat exprimé en euros						
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation		45 840	2 196 737		2 137	2 244 714
Subventions d'investissement						
TOTAL		45 840	2 196 737		2 137	2 244 714

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
Subvention CD93		2 139 657	
Subventions communes		92 280	
Subventions diverses (apprent...)		45 840	
Subvention Est Ensemble		(35 200)	
Subventions Emmaus		2 137	
Totalisation		2 244 714	

Engagements financiers

Etat exprimé en euros		31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus				
Avals, cautions et garanties				
Engagements de crédit-bail				
Engagements en pensions, retraite et assimilés				
Autres engagements				
Total des engagements financiers (1)				
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées				

--